

Nouvelles perspectives en sciences sociales



Avant-propos

Du jardin urbain... à l'assiette : analyse des espaces, des pratiques et des imaginaires

Isabelle Bianquis et Jean-Louis Yengué

Volume 17, numéro 2, mai 2022

Sur le thème : « Agriculture urbaine : vers une reconfiguration des liens sociaux et territoriaux »

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1092769ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1092769ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Prise de parole

ISSN

1712-8307 (imprimé)

1918-7475 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Bianquis, I. & Yengué, J.-L. (2022). Avant-propos : du jardin urbain... à l'assiette : analyse des espaces, des pratiques et des imaginaires. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 17(2), 15–30. <https://doi.org/10.7202/1092769ar>

Tous droits réservés © Prise de parole, 2022

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Avant-propos

Du jardin urbain... à l'assiette : analyse des espaces, des pratiques et des imaginaires

ISABELLE BIANQUIS

Université de Tours, France

JEAN-LOUIS YENGUÉ

Université de Poitiers, France

Pour les décennies à venir, deux défis sociétaux forts devront être relevés : nourrir décemment 10 milliards d'hommes et assurer une qualité de vie dans les villes surpeuplées. Si aujourd'hui 54 % de la population mondiale vit dans les zones urbaines, cette proportion devrait passer à 66 % en 2050¹. Nourrir la planète renvoie entre autres à la préservation des terres agricoles, elles-mêmes fortement menacées par les extensions urbaines². De plus, le bien-être en ville pourra être en partie assuré par les éléments de nature parmi lesquels figurent les jardins potagers et autres formes d'agriculture urbaine. Ce sont les enseignements que nous

¹ United Nations, Department of Economic and Social Affairs, *World Urbanization Prospects: The 2014 Revision, Highlights*, (ST/ESA/SER.A/352), 2014.

² Séréna Vanbutsele et Bernard Declève, « La lisière des espaces ouverts : support de densification qualitative des métropoles », *VertigO. La revue électronique en sciences de l'environnement*, 2015, <https://journals.openedition.org/vertigo/15700>.

pouvons tirer des travaux sur les services écosystémiques culturels³ et sur la nature urbaine⁴.

De nombreuses études scientifiques montrent que l'introduction de l'agriculture en ville est l'une des réponses pour concilier augmentation démographique, autosuffisance alimentaire et bien-être⁵. C'est aussi tout l'espoir mis dans le concept de la ville durable formalisé depuis le début des années 1990⁶. Cet urbanisme rénové oblige à penser différemment des catégories longtemps étanches, des couples apparemment irréconciliables, pour ouvrir la voie par exemple aux parcs naturels urbains, à la ruralité en ville.

Les initiatives dans ce sens sont nombreuses à travers le monde. À Toronto, au début des années 2010, tout est parti d'une initiative citoyenne, Growing to Toronto (GrowTo) pour aboutir au Programme Agricole de Toronto porté par la municipalité⁷. À Mexico, un programme de développement de l'agriculture a été

³ Amélie Robert et Jean Louis Yengué, « What Ideal Green Spaces for the City of Tomorrow, Providing Ecosystem Services? », *Procedia Engineering*, vol. 198, 2017, p. 116-126 ; Jean Louis Yengué, « Introduction au dossier “Les espaces verts urbains : éclairages sur les services écosystémiques culturels” », *Environnement Urbain*, Les espaces verts urbains : éclairages sur les services écosystémiques culturels, vol. 11, 2017, <https://doi.org/10.7202/1050483ar>.

⁴ Lise Bourdeau-Lepage (dir.), *Nature en ville. Désirs et controverses*, Paris, La Librairie des territoires, 2017 ; Lise Bourdeau-Lepage et Roland Vidal (dir.), *Nature en ville. Attentes citoyennes et actions publiques*, Paris, Editopics, coll. « Séries », 2014.

⁵ Christine Aubry et Jean-Noël Consalès, « L'agriculture urbaine en question : épiphénomène ou révolution lente ? Dialogue entre Christine Aubry et Jean-Noël Consalès », *Espaces et sociétés*, n° 158, 2014, p. 119-131 ; Laurence Guillaumie *et al.*, *Quelles pratiques pour une commercialisation locale des produits alimentaires locaux : une revue de la littérature de presse. Rapport d'étude*, Faculté des sciences infirmières, Programmes de santé publique/communautaire, Université Laval, 2021 ; Pascale Scheromm, Coline Perrin et Christophe Soulard, « Cultiver en ville... Cultiver la ville ? L'agriculture urbaine à Montpellier », *Espaces et sociétés*, n° 158, 2014, p. 49-66.

⁶ Jean-Paul Gaudillère, « Pour une ville durable. Entretien avec Cyria Emelianoff », *Mouvements*, n° 41, 2005, p. 57-63 ; Zoé Hagel, « Ville durable : des concepts aux réalisations, les coulisses d'une fabrique urbaine, Marseille ou l'exemple d'une ville méditerranéenne », thèse de doctorat, géographie, Aix-Marseille Université, 2013.

⁷ GrowTO, *An Urban Agriculture Action Plan for Toronto*, Toronto, Toronto Food Policy Council, 2012 ; Joe Nasr, James Kuhns et Lauren Baker,

mis en place dans le quartier de Xochimilco-Tlahuac⁸. Il prévoit la promotion de la participation citoyenne pour la production agricole dans le but de répondre autant à la nécessité d'une planification locale pour le développement agricole urbain, qu'à la conservation de l'environnement et à la promotion des activités économiques. Detroit, en 2011, est déclarée ville en faillite. Pourtant, aujourd'hui, elle est érigée en exemple. Elle est pionnière aux États-Unis dans la formalisation de quartiers agricoles à grande échelle en pleine ville, baptisés ici AgriHood⁹. En Chine, les exemples sont encore plus impressionnants. La ville de Shanghai a opté pour une solution innovante afin de nourrir ses 24 millions d'habitants, grâce à la mise en chantier du projet Sunqiao Urban Agricultural District : une ferme verticale de 100 hectares destinée à nourrir les Shanghaiens¹⁰. En Afrique noire, même si l'agriculture ne fait pas toujours partie des choix officiellement possibles pour l'aménagement des villes, les formes de cultures urbaines se multiplient. À Yaoundé, elle devient un élément du paysage urbain¹¹. À Bobo-Dioulasso et à Ouagadougou, les agriculteurs urbains, très inventifs, arrivent même à vivre de cette activité¹². En France, depuis une dizaine d'années, différentes

« L'expansion de l'agriculture urbaine à Toronto : une collaboration entre la ville et la communauté des habitants », *Pour*, n° 224, 2014, p. 397-404.

⁸ Pablo Torres-Lima *et al.*, « Urban Agriculture as a Part of a Sustainable Metropolitan Development Program: A Case Study in Mexico City », *Field Actions Science Reports*, Special Issue 1: Urban Agriculture, 2010, <http://journals.openedition.org/factsreports/573>.

⁹ Web Urbanist, « Urban Agrihood: Detroit Produce Project Feeds 2,000 Households for Free », <https://weburbanist.com/2016/12/24/urban-agrihood-detroit-produce-project-feeds-2000-households-for-free/>.

¹⁰ Sasaki, « A New Model for Urban Farming for World's Largest Agricultural Producer and Consumer: China », Sunqiao Urban Agricultural District, <http://www.sasaki.com/project/417/sunqiao-urban-agricultural-district/>.

¹¹ Jean Louis Yengué, « L'agriculture dans la ville Africaine. Un avenir incertain ? Exemple de la vallée de l'Ekozoa à Yaoundé (Cameroun) », *Bulletin de la Société géographique de Liège*, Société géographique de Liège, vol. 73, 2019, p. 105-116.

¹² Ophélie Robineau, « Vivre de l'agriculture dans la ville africaine : une géographie des arrangements entre acteurs à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso », thèse de doctorat, géographie et aménagement de l'espace, Université Paul-Valéry Montpellier III, 2013.

politiques – contrats de filière alimentaire, Plan National de l’Alimentation (PNA), Programme National Nutrition Santé (PNNS), Loi d’avenir pour l’agriculture, l’alimentation et la forêt du 13 octobre 2014, loi du 30 octobre 2018 sur l’alimentation durable, etc. – ont été menées avec pour objectif de renforcer et d’améliorer la compétitivité de la filière alimentaire, mais aussi de faciliter l’accès du consommateur à une alimentation saine, sûre et durable.

Les constats montrent que les enjeux alimentaires redessinent les contours des territoires de l’agriculture, mais plus encore, ils imposent de remettre sur le métier nos approches de l’alimentation en tant que lien social et dans un même temps la manière dont nous imaginons notre rapport à la nature. Si les historiens ont montré que l’espace urbain, dans nos sociétés, était jusqu’à il y a peu un « mixte de jardins, de vergers et même de champs cultivés ou pâturés, mêlés aux habitations et aux bâtiments publics¹³ », les projets d’agriculture urbaine invitent à poursuivre la réflexion d’un point de vue anthropologique. L’acte alimentaire, indispensable à la vie de l’homme, se trouve au cœur du partage et de la sociabilité et, parallèlement, l’agriculture urbaine permet aux hommes de retrouver un lien avec la terre tout en initiant de nouvelles relations sociales.

Dans ce maillage relationnel, de multiples questions surgissent : l’alimentation produite en ville est-elle perçue comme fiable, saine ? Pour qui ? Quelles pratiques sont développées ? Sur quels espaces ? Par quels types d’acteurs ? Comment sont perçues les différences entre autoproduction ou production familiale et production marchande ? Quels conflits peuvent émerger entre la perception des aménageurs et la pratique des individus en matière par exemple d’esthétique des jardins¹⁴ ? Quelles sociabilités urbaines se développent autour des jardins urbains ? Et, plus généralement, qu’en est-il des représentations de cette nature urbanisée ? Ces quelques questions devraient permettre d’apprécier

¹³ Philippe Bonnin et Maïté Clavel, « Introduction. Quand la nature s’urbanise », *Ethnologie française*, vol. 40, 2010, p. 582.

¹⁴ Bernadette Lizet, « Du terrain vague à la friche paysagée. Le square Juliette-Dodu, Paris, X^e », *Ethnologie française*, vol. 40, 2010, p. 597-608.

la diversité des stratégies et la porosité des catégories dans un environnement idéologique qui, en Europe et ailleurs, associe étroitement la ville, le développement durable et les problématiques alimentaires.

Nous souhaitons dans ce numéro thématique discuter cette fièvre du moment et projeter sa retranscription spatiale et ses représentations dans les décennies à venir.

L'originalité de ce numéro thématique repose sur sa pluridisciplinarité, son caractère, international et ses choix méthodologiques. En effet, sont ici réunies quatorze contributions relevant de disciplines diverses (géographie, sociologie, urbanisme, anthropologie) offrant au lecteur des études de cas sur des terrains précis en France, au Canada, en Polynésie, en Afrique ou encore en Mongolie...

Nous avons regroupé ces angles d'approches sous trois chapitres : le premier s'articule autour des politiques publiques, des enjeux environnementaux et de la participation citoyenne des acteurs ; la seconde entrée porte davantage sur les fonctions matérielles et symboliques de l'agriculture urbaine ; la troisième aborde la question des représentations. Par souci de commodité, ce découpage a été décidé en suivant l'axe principal choisi par chaque auteur, mais il peut paraître arbitraire dans le sens où nombre d'articles abordent de manière transversale ces différents points.

Cinq contributions structurent le premier chapitre introduit par l'article de Serge Bernard. Partant d'une interrogation sur la catégorie sémantique de l'expression « agriculture urbaine », objet social « protéiforme », l'auteur développe ici une réflexion sur la permaculture en lien avec des espaces urbains délaissés, dépréciés, qui s'entrecroisent avec les lieux de vie des délaissés. Cette approche d'une pratique étudiée à Poitiers lui permet de remettre sur le métier la question des marges, des friches, des espaces lisières qui se développent hors du contrôle de la loi.

Carmen Cantuarias-Villessuzanne et Mathilde Vignau mettent à l'épreuve un concept, celui de Capital Environnemental, pour tenter de cerner la catégorie « flottante » dénommée agriculture

urbaine et périurbaine. Elles cherchent ainsi à comprendre comment cette notion peut fournir « une grille d'analyse de la diversité des engagements individuels et collectifs ». Rappelant que l'agriculture urbaine et périurbaine fait partie intégrante du programme de sécurité alimentaire de l'ONU depuis les années 2000 et qu'elle est présente dans le rapport du Conseil général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux, rendu public en 2020 par le gouvernement français, elles insistent sur le caractère multifonctionnel des pratiques qui se multiplient dans les villes françaises et européennes (jardins partagés au pied des immeubles, maraîchage sur les toits, pastoralisme urbain ...). En analysant les enjeux et les acteurs qui structurent l'AUP au travers du prisme du capital environnemental, les auteurs montrent à quel point l'environnement apparaît comme un outil, un moyen « de penser les logiques d'appropriation, de ségrégation et de domination sociale au nom des différentes représentations que l'on se fait de l'environnement ».

Le texte de Fabien Jakob trouve sa place dans ces travaux qui interrogent les catégories. Par le prisme d'une sociologie de la justification¹⁵, et partant d'une recherche portant sur la gestion des Terres d'Espérance, enclave agricole située à l'Est du territoire de l'agglomération de Québec, il pointe le rapport à l'écologisme présent dans la révision du Schéma d'aménagement entrepris en 2015. Ce processus s'est déroulé dans un cadre participatif « donn[ant] [...] l'occasion à des citoyens, représentants des milieux agricoles, militants écologistes, porte-parole d'associations patrimoniales, etc. de mettre en œuvre et en action leurs préférences ». S'intéressant aux arguments mobilisés, l'auteur se demande « s'ils participent [...] de la préservation de terres agricoles dans l'Agglomération de Québec menacées d'une réaffectation en zone constructible, mais aussi d'une double reconnaissance naturelle et culturelle d'un héritage écologique commun ».

¹⁵ Luc Boltanski et Laurent Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 1991.

La question de la durabilité dans le contexte des politiques publiques est quant à elle abordée dans l'article d'Amélie Robert et Yves Petit-Berghem dans deux contextes urbains (Tours, métropole Val de Loire et région Ile de France). Les auteurs s'intéressent aux processus qui conduisent les municipalités à promouvoir l'agriculture urbaine par la création de jardins familiaux, les aides aux maraîchers ou encore la création de micro fermes. Ils constatent que depuis les années 2000, le souci de développement local se conjugue avec les enjeux écologiques, tout en favorisant les dispositifs participatifs et la vie sociale.

La dynamique des espaces urbains est aussi au centre de la recherche collective conduite par Gérald Libongui, Noël Ovono-Edzang, Jean-Bernard Mombo et François Laurent. Ces auteurs s'intéressent à l'activité maraîchère à Libreville (Gabon) comme stratégie d'adaptation à l'évolution urbaine. Combinant des données satellitaires multisources et des entretiens, ils proposent une cartographie de la dynamique des espaces qui indique clairement une agriculture présente dans des zones délaissées par le bâti en raison des risques d'inondation. Si plusieurs acteurs sont repérés, les auteurs s'intéressent plus particulièrement à ceux qu'ils définissent comme « non encadrés », c'est-à-dire n'ayant aucune formation en matière de manipulation d'intrants chimiques. Une méconnaissance des produits entraîne, dans ces zones à risque déjà fragilisées, de la pollution générant des effets négatifs sur l'environnement et la santé des populations.

Le second chapitre de ce numéro met l'accent sur les fonctions alimentaires, économiques et sociales des territoires urbains cultivés.

Dans une contribution intitulée « Les jardins collectifs urbains, des lieux au potentiel alimentaire inexploité : le cas parisien », Charlotte Beaufile rappelle à quel point dans un contexte d'urbanisation croissante, l'enjeu alimentaire devient une préoccupation majeure des pouvoirs publics et des citoyens. Elle rappelle aussi que l'essor de l'agriculture urbaine s'inscrit dans des mouvements de contestations alimentaires comme le *food movement* aux États-Unis. Mouvements qui « ambitionnent d'améliorer la sécurité

alimentaire des populations pauvres et des minorités ethniques dans les quartiers défavorisés ». Partant d'une analyse d'images aériennes de sites de jardinage parisiens et d'une enquête réalisée auprès de responsables de jardins collectifs, elle cherche à déterminer la place de ces jardins dans le paysage urbain de la capitale, montrant par exemple qu'ils sont nombreux à être implantés dans des zones de pauvreté, et à comprendre la place qu'ils occupent dans l'alimentation des usagers.

La fonction alimentaire est également au centre de l'étude de Sécou Omar Diédhiou, Alioune Badara Dabo, Oumar Sy et Christine Margetic qui présente une recherche sur l'agriculture à Ziguinchor au Sénégal. À partir d'une vaste enquête menée entre 2016 et 2017 auprès d'exploitants maraîchers, de marchands de légumes, de consommateurs urbains et d'acteurs politiques, les auteurs démontrent qu'en contexte de forte croissance démographique, l'agriculture urbaine offre aliments de subsistance et revenus monétaires aux ménages précaires. Mais leur travail permet également de mettre en exergue la dimension genrée de l'activité agricole. Il souligne que si, au Sénégal, 29 % des ménages urbains s'adonnent à l'agriculture (ANSD, 2014), les hommes prédominent en tant que chef de ménage agricole (84,7 % contre 15,3 % de femmes). Or, ce constat est inversé dans la ville de Ziguinchor où les femmes sont largement majoritaires. Elles représentent 85 % des exploitants, contre seulement 15 % d'hommes. Les auteurs expliquent que cette inversion est due au fait que les femmes accèdent facilement à la terre et que, par ailleurs, « analphabètes, elles n'ont que cette activité comme source de revenus. Cette prédominance est donc particulièrement originale dans cette ville ». Il ressort donc de l'analyse que l'activité agricole, notamment le maraîchage, se distingue par l'importance du rôle des maraîchères dans le processus de développement des systèmes alimentaires de la ville. Mais il ressort également que ce n'est plus simplement l'alimentation des populations qui est en jeu, mais aussi la question de l'accès au foncier des femmes.

Louise Clochey, Valérie Lavaud-Letilleul et Élodie Valette explorent les fonctions sociales dans un article sur les quartiers populaires de la ville de Dunkerque. L'étude de cinq jardins collectifs, à partir d'une enquête ethno-géographique menée entre 2017 et 2020, s'inscrit dans une approche interactionniste de l'individu et de son initiative. Ceci conduit les auteures à porter leur regard sur la manière dont les trajectoires individuelles voire collectives et les composantes relatives aux caractéristiques territoriales modèlent la diversité de ces jardins à initiative habitante. L'analyse porte entre autres sur les pratiques agricoles, sur la place des populations défavorisées, les liens entre porteurs d'initiatives et institutions publiques ou privées et trajectoires biographiques. Deux tendances se dessinent au sujet des jardins collectifs à initiative habitante : d'un côté, leur valeur d'usage reste supérieure à leur valeur d'échange, et par ailleurs leur dimension militante sur les plans social, environnemental voire économique est marquée. Les auteures observent également une porosité entre militantisme et entrepreneuriat, subjectivités alternatives ou néolibérales : « les catégories d'entrepreneur-militant et de militant-entrepreneur prennent sens pour trois des cinq initiatives étudiées », ce qui laisse penser qu'il y a une « une tendance à la néolibéralisation de l'agriculture urbaine jardinière sous initiative habitante à Dunkerque, ville pourtant faiblement marquée par le néolibéralisme ».

Toujours au croisement des fonctions alimentaires et sociales, Anthony Tchékémian propose un article sur l'agriculture urbaine en Polynésie française. Il rappelle que traditionnellement les Polynésiens cultivent un jardin familial, nommé *fa'a'apu*, potager aux fonctions nourricières et médicinales. En contexte d'urbanisation croissante, la pratique de jardins collectifs, en particulier en quartiers prioritaires, répond aux besoins économiques de certaines populations défavorisées. Ces jardins partagés sont encouragés par le Gouvernement polynésien qui soutient les communes « afin de changer les habitudes alimentaires et de valoriser l'agriculture biologique ». L'auteur livre ici une expérience de jardin collectif au sein du campus d'Outumaoro dans

l'agglomération urbaine de Papeete. Les 34 entretiens assortis d'observations montrent que les étudiants puisent leur savoir-faire dans le répertoire des techniques traditionnelles locales et soulignent les différentes fonctions de ce jardin. En plus d'une vocation alimentaire, diététique, environnementale, économique et même paysagère, les objectifs véhiculés par cette pratique sont d'ordre social ; jardiner entretient les liens sociaux entre étudiants mais aussi entre la communauté universitaire et le quartier.

Cette approche par la fonction sociale fait aussi l'objet du texte signé par Flora Rich et Yves Petit-Berghem intitulé « La place des jardins et des pratiques jardinières dans la revitalisation des petites villes sous influence métropolitaine : le cas de Magny-en-Vexin, Île-de-France, France ». Leur enquête révèle les processus d'appropriation du paysage et la revitalisation du bourg liés à l'activité du jardinage. Les auteurs, se fondant sur une enquête qualitative, ont choisi d'interroger la transition socio-écologique d'une petite ville au filtre des pratiques du jardinage habitant. L'hypothèse soutenue est que les pratiques jardinières se renouvellent à la croisée des mutations urbaines et des enjeux socio-écologiques du territoire. Outre de très nombreux points d'analyse abordés dans ce propos, les auteurs s'intéressent « à la notion de durabilité au regard des processus qui sous-tendent l'ancrage des pratiques jardinières habitantes dans le territoire, ainsi que la possibilité de conjuguer les pratiques jardinières avec une politique paysagère participative, en vue d'initier un projet durable pour le fond de vallée co-construit avec les habitants ». Il est précisé que cet article expose les résultats d'une recherche menée dans le cadre d'un programme interdisciplinaire de recherche-action Popsu-Territoires à Magny-en-Vexin « qui s'attache à dessiner les contours d'un projet de revitalisation dont le levier principal serait la reconnaissance de la valeur des lieux ». L'idée principale dans ce cadre est de documenter les pratiques ayant cours dans les jardins, de recueillir les perceptions des habitants sur l'évolution des jardins et de mettre en évidence les tensions politiques, locales et sociétales.

La dernière partie du numéro est consacrée aux pratiques et représentations. Elle est illustrée par quatre contributions dont deux portent sur des exemples pris sur le terrain français, une sur le terrain mongol et une autre au Canada.

Francesca Di Pietro et Emmanuèle Gardair dans leur article sur les jardins familiaux associatifs à Tours et Orléans, examinent le poids des normes du jardin contrôlé, « esthétique » sans végétation spontanée, et du jardin naturel, cultivé sans pesticide, « opposant les produits du jardin à ceux de l'agriculture conventionnelle dans une "promesse de différence" typique des systèmes alimentaires alternatifs ». Dans ces configurations elles s'intéressent à l'effet du statut du jardinier sur les discours. À partir d'une méthode, basée sur des entretiens semi directifs et traités par informatique avec le logiciel Alceste, elles ont repéré trois univers lexicaux, relatifs aux pratiques de jardinage, au rapport à la nature et à la gestion des jardins. Après avoir rappelé les trois principales fonctions des jardins familiaux : l'alimentation, les loisirs et le bien-être et la socialisation, les auteures se penchent sur les représentations du jardinage telles qu'elles apparaissent dans le discours des jardiniers. Elles font l'hypothèse que l'évocation des normes (jardin contrôlé et jardin naturel) diffère selon le statut du jardinier (jardinier-gestionnaire ou simple jardinier), selon le genre (femme ou homme) et selon la position du jardin dans le gradient urbain.

Le second exemple français repose sur une ethnographie recueillie par Sophie Lalignant dans l'ouest de la Sarthe. Abordant l'agriculture urbaine, non comme un lieu mais « comme une expression que les usages et les systèmes de représentations produisent », l'auteure se penche sur un élément assez peu présent dans les catégories définies pour penser cette pratique : il s'agit de la place de l'animal et en particulier ici de la poule. Partant du concept de désordre, elle entend décrypter les manières dont la poule et l'œuf réarticulent nos repères et nos règles communes dans la période qui a été marquée par la Covid et durant laquelle nombre de citoyens ont acheté des poules de réforme dans le but de se procurer des œufs frais à domicile. En suivant la « biographie

sociale de l'œuf » elle montre que « le statut de celui-ci a changé et s'est déplacé sur un *continuum* dont les pôles extrêmes sont représentés pour l'un par ce qui est une marchandise neutre, anonyme, standardisée, calibrée et aliénable proposée dans les rayonnages des magasins, et pour l'autre par ce qui est un objet inaliénable, patrimonialisé car intimement associé à une poule de réforme singulière qui va contribuer à en définir une tout autre valeur ». En effet, durant le confinement, l'achat ou « l'adoption », voire « le sauvetage » d'une poule, a ainsi conduit les citadins à modifier leurs perceptions de la nature, de la vie et des temporalités. La relation au vivant et à ses aléas a conduit le consommateur devenu producteur à découvrir tout un nouveau champ d'expériences et de représentations liées à un renversement des catégories nature/culture.

Les représentations de la nature et en particulier la considération portée aux légumes sont au cœur de l'article de Sandrine Ruhlmann qui aborde le maraîchage en périphérie urbaine en Mongolie. Si les Mongols, dont l'activité traditionnelle repose sur le pastoralisme nomade, n'ont accordé que peu de place aux légumes dans leur alimentation, il faut souligner que sédentarisation et urbanisation ont modifié les pratiques. Une intime connaissance du terrain et des enquêtes menées sur le temps long ont permis à l'auteure de discerner les transformations matérielles et symboliques liées à l'usage des légumes. Son approche permet de comprendre que la culture des légumes n'introduit pas une nouvelle idée de la nature chez ces familles urbaines. Par contre l'introduction de cette nouvelle catégorie d'aliment et des représentations véhiculées en lien avec la santé font que les familles se sentent plus proches d'une société moderne occidentale ; par ailleurs, cet apport en légumes a des conséquences sur l'économie du ménage et sur le développement de réseaux car le potager est une « source d'entraides économiques et sociales où les légumes cultivés et récoltés font l'objet d'échanges contre des biens et/ou des services ». Si les légumes étaient très peu consommés il y a 15 ans, l'auteure constate dans ses dernières enquêtes qu'ils sont désormais présents en plus grande quantité et à presque tous

les repas. Les représentations sur leur qualité nutritionnelle ont elles aussi changées. Une informatrice expliquait en 2000 : « les légumes donnent du goût, donnent de la couleur, mais ce ne sont pas des aliments, ils ne nourrissent pas », et en 2015 la même informatrice disait : « nous mangeons beaucoup de légumes et tout le monde dans notre famille mange tous les légumes ». Cette nouvelle catégorie implique d'intégrer pour les maîtresses de maison de nouveaux savoirs et savoir-faire, de nouveaux instruments de cuisine, de nouvelles manières de cuisiner et de consommer. La valorisation des produits issus de l'élevage reste forte, en témoignent les repas festifs qui réservent à la viande la position hiérarchique la plus élevée. L'auteure conclut néanmoins en mettant en insistant sur l'importance croissante des légumes dans les liens sociaux.

Nous proposons de clore ce numéro sur l'agriculture urbaine avec la contribution de deux collègues canadiennes, Manon Bouliane et Josyane Proteau, étudiant les potagers privés domestiques québécois. Leur approche ethnographique, conduite durant un cycle complet de jardinage, soit de juin à octobre, auprès de dix ménages dans la région de Québec en 2018, révèle les pratiques et les significations du jardinage urbain, et ce, dans une perspective diachronique, en abordant les transformations au cours de ces dernières décennies. Les auteures en portant leur regard sur l'esthétique du jardin, le choix des espèces cultivées, les usages des produits récoltés, les interactions, cherchent à analyser ces différentes entrées comme autant de « signes révélateurs d'une certaine manière d'être au monde ». L'enquête a permis de dégager deux catégories de potagers nommées ici jardin archétypal et jardin pluriversel (concept lui-même défini comme une invitation à considérer une diversité de façons d'être au monde). Le premier type, dont la fonction est principalement nourricière, correspond à des façons de faire et à des significations du jardinage qui s'inscrivent en continuité avec des pratiques anciennes. Ici les jardiniers cherchent à minimiser les coûts et privilégier la rentabilité. Le second qualifié par les auteures de pluriversel s'inscrit dans une économie morale. Il apparaît comme le support d'une activité

pourvoyeuse d'aliments et de plaisir mais aussi comme un lieu fortement personnalisé, espace d'expression de convictions face à des enjeux économiques, sociaux et environnementaux contemporains. Dans ce cas, il s'agit moins de choisir des végétaux en fonction de leur rendement que d'inscrire la démarche dans un processus de responsabilisation et de mise à distance du modèle dominant. Les deux types de jardins présentent des configurations différentes, abritent des espèces différentes, sont cultivés selon des temporalités différentes, néanmoins tous deux sous-tendent une relation privilégiée à la nature.

Le lecteur trouvera dans ce volume un large panel de terrains et une grande diversité d'approches. Le sujet reste encore bien loin d'être exploré dans son intégralité, mais la profusion de recherches sur ce thème témoigne autant de l'actualité et de l'importance des questionnements que de la multiplicité des expériences menées dans des contextes urbains les plus divers.

Bibliographie

- Aubry, Christine et Jean-Noël Consalès, « L'agriculture urbaine en question : épiphénomène ou révolution lente ? Dialogue entre Christine Aubry et Jean-Noël Consalès », *Espaces et sociétés*, n° 158, 2014, p. 119-131.
- Boltanski, Luc et Laurent Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 1991.
- Bonnin, Philippe et Maïté Clavel, « Introduction. Quand la nature s'urbanise », *Ethnologie française*, vol. 40, 2010, p. 581-587.
- Bourdeau-Lepage, Lise (dir.), *Nature en ville. Désirs et controverses*, Paris, La Librairie des territoires, 2017.
- Bourdeau-Lepage, Lise et Roland Vidal (dir.), *Nature en ville. Attentes citadines et actions publiques*, Paris, Editopics, coll. « Séries », 2014.
- Gaudillère, Jean-Paul, « Pour une ville durable. Entretien avec Cyria Emelianoff », *Mouvements*, n° 41, 2005, p. 57-63.
- Guillaumie, Laurence *et al.*, *Quelles pratiques pour une commercialisation locale des produits alimentaires locaux : une revue de la littérature de presse. Rapport d'étude*, Faculté des sciences infirmières, Programmes de santé publique/communautaire, Université Laval, 2021.
- GrowTO, *An Urban Agriculture Action Plan for Toronto*, Toronto, Toronto Food Policy Council, 2012.
- Hagel, Zoé, « Ville durable : des concepts aux réalisations, les coulisses d'une fabrique urbaine, Marseille ou l'exemple d'une ville méditerranéenne », thèse de doctorat, géographie, Aix-Marseille Université, 2013.
- Lizet, Bernadette, « Du terrain vague à la friche paysagée. Le square Juliette-Dodu, Paris, X^e », *Ethnologie française*, vol. 40, 2010, p. 597-608.
- Nasr, Joe, James Kuhns et Lauren Baker, « L'expansion de l'agriculture urbaine à Toronto : une collaboration entre la ville et la communauté des habitants », *Pour*, n° 224, 2014, p. 397-404.
- Robert, Amélie et Jean Louis Yengué, « What Ideal Green Spaces for the City of Tomorrow, Providing Ecosystem Services? », *Procedia Engineering*, vol. 198, 2017, p. 116-126.
- Robineau, Ophélie, « Vivre de l'agriculture dans la ville africaine : une géographie des arrangements entre acteurs à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso », thèse de doctorat, géographie et aménagement de l'espace, Université Paul-Valéry Montpellier III, 2013.
- Sasaki, « A New Model for Urban Farming for World's Largest Agricultural Producer and Consumer: China », Sunqiao Urban Agricultural District, <http://www.sasaki.com/project/417/sunqiao-urban-agricultural-district/>.

- Scheromm, Pascale, Coline Perrin et Christophe Soulard, « Cultiver en ville... Cultiver la ville ? L'agriculture urbaine à Montpellier », *Espaces et sociétés*, n° 158, 2014, p. 49-66.
- Torres-Lima, Pablo *et al.*, « Urban Agriculture as a Part of a Sustainable Metropolitan Development Program: A Case Study in Mexico City », *Field Actions Science Reports*, Special Issue 1: Urban Agriculture, 2010, <http://journals.openedition.org/factsreports/573>.
- United Nations, Department of Economic and Social Affairs, *World Urbanization Prospects: The 2014 Revision, Highlights*, (ST/ESA/SER.A/352), 2014.
- Vanbutsele, Séréna et Bernard Declève, « La lisière des espaces ouverts : support de densification qualitative des métropoles », *VertigO. La revue électronique en sciences de l'environnement*, 2015, <https://journals.openedition.org/vertigo/15700>.
- Web Urbanist, « Urban Agrihood: Detroit Produce Project Feeds 2,000 Households for Free », <https://weburbanist.com/2016/12/24/urban-agrihood-detroit-produce-project-feeds-2000-households-for-free/>.
- Yengué, Jean-Louis, « L'agriculture dans la ville Africaine. Un avenir incertain ? Exemple de la vallée de l'Ekooza à Yaoundé (Cameroun) », *Bulletin de la Société géographique de Liège*, Société géographique de Liège, vol. 73, 2019, p. 105-116.
- Yengué, Jean-Louis, « Introduction au dossier "Les espaces verts urbains : éclairages sur les services écosystémiques culturels" », *Environnement Urbain*, Les espaces verts urbains : éclairages sur les services écosystémiques culturels, vol. 11, 2017, <https://doi.org/10.7202/1050483ar>.